

OPINION

La politique de la ville se doit d'être ambitieuse

Sylvie Rebière-Pouyade, présidente de l'IRDSU, directrice du GIP DSU de l'agglomération bayonnaise

Etienne Varaut, vice-président de l'IRDSU, membre du Conseil national des villes, chef de projet politique de la ville à Bobigny

Le rapport 2010 de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles fait état de la dégradation de la situation des quartiers sensibles. Les chiffres de l'emploi en sont le symbole le plus clair. Ils montrent comment les habitants des quartiers ont particulièrement souffert de la crise et témoignent de la difficulté des politiques publiques à lutter contre les causes profondes de leur situation. L'enquête menée par l'Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain (IRDSU) fin 2010 auprès des professionnels du développement social urbain confirme cet état des lieux (*).

Mais, au-delà des chiffres, notre enquête fait ressortir d'autres constats alarmants. D'abord, face à cette dégradation, les professionnels notent la baisse constante des moyens de la politique de la ville. Ils dénoncent aussi le recul des services publics et des moyens « de droit commun » dans les domaines comme l'éducation, la santé, la sécurité, la justice ou l'accès à l'emploi. De plus, si tous les quartiers sont touchés, certains territoires se retrouvent dans des situations « de décrochage », cumulant les difficultés de leurs quartiers et une situation financière parfois très tendue, souvent dans des bassins économiques en crise. Ces villes, petites ou moyennes, n'ont maintenant plus de marge de manœuvre pour faire face aux désengagements de l'Etat. Et les professionnels dénoncent une politique de l'Etat qui, peu à peu, se réduit à la gestion de crédits et perd sa capacité à impulser des projets de fond avec les partenaires locaux.

Enfin, ils notent le recul de la démocratie participative, à mesure que les habitants, les élus et les professionnels se replient sur eux-mêmes et que le tissu associatif est frappé de plein fouet par la rigueur budgétaire.

Ces constats révèlent une vision des quartiers et de leurs habitants réduite à leurs « difficultés ». Une vision qui ne met pas en lumière les atouts et les savoir-faire que les habitants et les acteurs de terrain ont développés depuis trente ans, ni le rôle d'accueil et d'intégration de ces quartiers. Dans un contexte où les discours sur la banlieue, les pauvres, les jeunes et les immigrés, se sont radicalisés, un changement d'orientation est nécessaire pour ne pas renforcer les mécanismes de ségrégation, d'exclusion, de discrimination et de rejet. Or, les annonces récentes

du Premier ministre et du ministre de la Ville ne répondent pas à ces préoccupations et renvoient à plus tard les réformes et le débat de fond.

Dès 2011, sous l'impulsion de l'Etat, mais aussi des élus locaux et de la société civile, la relance de la politique de la ville doit passer par des mesures fortes :

- un changement du discours public sur ces quartiers et leurs populations ;
- un renouveau de la démocratie participative et de la confiance faite aux habitants et aux acteurs locaux ;
- la préservation des services publics et moyens de droit commun dans les quartiers, avec une attention très forte pour les collectivités les plus en difficulté ;
- le renforcement de la solidarité entre villes par la construction massive de logements sociaux, bien au-delà de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU), et par une avancée de la réforme de la péréquation financière entre villes riches et villes pauvres ;
- une vraie relance de la politique de l'emploi, notamment pour les jeunes, et mettant en avant la prévention et la lutte contre les discriminations ;
- le rééquilibrage de la politique de prévention de la délinquance vers son volet préventif et éducatif, car elle ne peut pas se

Un changement d'orientation est nécessaire pour ne pas renforcer les mécanismes de ségrégation et de rejet dans les quartiers sensibles

réduire à la vidéosurveillance et aux dispositifs répressifs.

Mais il est également nécessaire d'ouvrir le débat de fond sur l'avenir des quartiers et de

la ville en général. Ce débat devra associer tous les acteurs de ces politiques au travers d'assises que le Conseil national des villes peut animer, mais aussi au niveau local.

Et nous avons la conviction que cette réflexion doit s'inscrire dans la perspective de la « ville durable ». Car c'est en croisant l'expérience de la politique de la ville et du développement durable, comme ont commencé à le faire certaines communes, que les quartiers populaires peuvent devenir le laboratoire de la ville durable de demain, participative et solidaire, respectueuse des équilibres en son sein et entre territoires, garante des solidarités entre les populations et les générations, protectrice de l'environnement, soucieuse d'un développement économique au service de l'homme et s'appuyant sur le pouvoir d'agir de ses citoyens.

(*) L'enquête, les propositions et le dernier communiqué de l'IRDSU sont disponibles sur le site internet www.irdsu.net